

# PANORAMA SUR LA REGION DES GRANDS LACS AFRICAINS

PUBLICATION N° 003 du **10 mars 2004** PAR **HUMAN RESCUE RDC**

## **BURUNDI**

Le Burundi est l'un des états de l'Afrique centrale soit au cœur de l'Afrique avec une superficie de 28 734 Km<sup>2</sup>, et une population de près de 6.000.000 d'habitants.

Au sud et à l'Est il y a la TANZANIE, au Nord le RWANDA et à l'Ouest la RDC. La population de ce pays est constituée des trois communautés HUTU, TUTSI, et TWA, certaines tendances incluent même les GANWA et les mixtes.

Ces groupes ont la même croyance en Dieu, et la même langue.

Nous pouvons segmenter l'histoire politique Burundaise en trois périodes :

### **1. La période pré coloniale**

Cette période est marquée par la royauté (monarchie) le « MWAMI » pour signifier chef ou de manière vulgaire ROI,

La présence des bashinganthahe, juge, conseiller.

Au cours de cette période il n'y avait eu aucun conflit à caractère ethnique grâce au mode de gestion du pays, néanmoins il existait certaines pratiques comme « ukumena » qui considère une personne comme un paria, « ubugererwa » clientélisme déséquilibré entre ceux qui possédaient les terres et ceux qui n'en avait pas et qui se rapprochaient plus de l'esclavage, « ugutanga ikimazimuntu » sacrifice d'une personne à certains évènement comme l'enterrement d'un roi « ugushoremako inka ». Cette pratique consistait au fait que la personne est étalée dans un couloir et laisser les boeufs marcher dessus.

Ces pratiques constituaient les sources de l'injustice aussi bien chez les hutu, tutsi que chez les twa

## **2. La période coloniale**

Au cours de cette période, l'administration allemande d'abord ensuite belge sous le mandat de la société des nations, la tutelle des nations unies a joué un rôle plus déterminant dans l'accentuation de la frustration chez les hutus, les tutsi et les twa qui a conduit à des tensions ethniques. Nous partons de l'exemple de l'élaboration par les colonisateurs des stéréotypes qui portent sur des considérations morphologiques pour identifier quelqu'un c'est ce que nous appelons des traits physiques et traits de caractères.

C'est l'instauration du système des cartes d'identités portant la mention et ou l'appartenance ethnique, c'est le début de la détérioration de la conscience nationale.

Cette ségrégation faisait en sorte que le colonisateur puisse arriver à appliquer un certain traitement particulier à telle ethnie plutôt qu'à telle autre. La colonisation a même détruit certaines valeurs culturelles qui constituaient un facteur de cohésion et d'unité nationale.

Les divisions se sont intensifiées à la veille de l'indépendance quand le colonisateur s'est senti menacé dans son pouvoir cependant grâce au prince louis RWAGASORE le Burundi n'a pas plongé dans une confrontation ethnique basée sur des traits de caractères et des considérations d'ordre ethnique, d'où l'indépendance dans la communion nationale.

## **3. La période post coloniale**

Les massacres délibérés, des conflits ethniques, violences généralisées, les exclusions qui ont lieu aujourd'hui ont des racines plongées dans la période de l'après indépendance à cause des différents régimes qui ont occasionné plusieurs phénomènes dont :

-les divergences d'opinion des différents groupes quant il s'agit d'interpréter les différents phénomènes sociétaux, et les influences que les régimes ont exercé sur le plan politico, économique, socioculturel au Burundi ainsi que leur impact sur le conflit.

-néanmoins une très grande opinion reconnaît que les génocides, les crimes de guerre et d'autres crimes contre l'humanité ont été perpétrés depuis l'indépendance contre les communautés HUTU, et TUTSI au Burundi.

Depuis 1993, a éclaté au BURUNDI une crise ou l'on a enregistré des actes génocidaires ou les burundais s'entretuaient sur base ethnique et ou partisane.

La jeunesse du Burundi a été instrumentalisée par le politicien et les jeunes se sont dressés contre leurs frères et ont détruit des maisons, ont pillé, consommés des stupéfiants, et tous ça, a occasionné la croissance rapide de la délinquance juvénile.

Certains jeunes avertis ont trouvé cette situation désastreuse et se sont adonné à la création des associations avec comme détermination le redressement de la situation sociale et économique du pays, la lutte contre la consommation des stupéfiants, la lutte contre le SIDA, la promotion des droits de l'homme, le développement économique, social et morale de la population du Burundi.

En dehors des travaux physiques communautaires pour le renforcement de la solidarité ces jeunes organisent des séances de moralisation et des conscientisation des jeunes sur le respect de la personne humaine. C'est ainsi que s'organisent des séminaires sur les droits de l'homme, sur le pardon.

Des séances, ces sensibilisations ont été organisées dans les homes des étudiants, les établissements scolaires, les églises. Les jeunes ont participé à des actions humanitaires en faveurs des démunis et ont construit des maisons pour les réfugiés et les rescapés de guerre.

La pauvreté est aujourd'hui à la base de l'enrôlement des jeunes dans le mouvement des partis politiques, pour se chercher des postes à cause du chômage, dans les

milices. La croissance du taux des enfants de la rue à cause des conflits armés. Cette situation mérite une attention particulière.

## **RWANDA**

L'histoire du RWANDA nous est familière nous la rencontrons partout, non pas parce que ce pays est économiquement riche, mais curieusement parce que ce pays est marqué par des violences inhumaines qui jalonnent sa trajectoire. L'histoire du Rwanda est axée sur les deux ethnies tutsi et hutu dans leurs relations pacifiques et harmonieuses d'une part et d'autres parts discriminatoires et criminelles.

Nous nous refusons à prendre position en faveur de l'un comme de l'autre cependant nous affirmons que l'accession de ce pays à l'indépendance et la naissance de la république ont fragilisé le RWANDA car en 1959 la violence qui a éclaté était purement ethnique et les uns voient en celle - ci le début du génocide pendant que les autres parlent encore de la révolution sociale. Par conséquent à dater de cette situation la vie du Rwanda était dominée par le binôme hutu -tutsi, majorité et minorité en oubliant les twa.

Par la conscientisation ethnique, un régime de conservation du pouvoir par KAYBANDA et HABYARIMANA vu son succès le tutsi fut identifié à un ennemi de la majorité non seulement numérique mais aussi sociologique de l'époque, voulant à corps et à cri renverser le pouvoir au Rwanda pour asseoir la monarchie pour une oppression du hutu.

Les tutsi restés au Rwanda vont subir ce que l'on appelait dans la rue « les conséquences des actes de leurs frères de l'extérieur ».

En 1994, la propagande ethnique atteinte son paroxysme elle débouche à un génocide qui est consciencieuse à l'origine de beaucoup des malheurs aujourd'hui dans la région des grands lacs africains.

La situation du RWANDA ne fut pas très différente de celles du BURUNDI. Le fait que les deux composantes sociales se retrouvent dans les deux pays à la fois fait

que la situation soit à peu près similaire et les troubles dans l'un de ces deux pays a souvent des répercussions dans l'autre.

Les conflits actuels dans la région des grands lacs dont les origines immédiates remontent à la crise du Rwanda de 1994 a renforcé les clivages ethniques.

En effet le clivage hutu –tutsi au RWANDA et au Burundi n'a fait que se propulser dans toute la région des grands lacs et a prit la forme Tutsi-hima et bantou.

L'explication du conflit actuel a été véhiculé non seulement par les miliciens rwandais et burundais mais aussi et surtout par le pouvoir de Kinshasa lors de l'attaque du 02-08-1998 notamment par l'appel à la vigilance à la population du feu MZEE lourant DESIRE KABILA et la lutte contre l'agresseur tutsi.

La bipolarisation tutsi-hima et bantous est jalonnée par la thèse de la création de l'empire hima-tutsi et de l'annexion du Kivu par le Rwanda soit la rivalité franco américaine.

## **LA R.D.C.**

### **PROVINCE DU MANIEMA**

Le maniema est l'une des 11 provinces de la république démocratique du Congo. Il est situé au centre du pays avec une superficie de 132 250 km<sup>2</sup> pour 1.800. 000 habitants. La grande partie de la population du maniema est jeune environs 40 %. Avec le découpage du Kivu c'est en 1988 que le maniema est érigé en province.

Cette province compte en son sein 7 territoires :

- Kasongo
- Kabambare
- Kailo
- Lubutu
- Pangi
- Punia
- Kibombo

Le Maniema est une région à vocation musulmane il est même le berceau de l'islam en RDC, la dissémination des écoles conventionnées catholiques à l'époque avec la condition d'être baptisé n'a pas favorisé l'éducation de la grande majorité des jeunes qui sont musulmans ainsi un grand nombre des jeunes se sont adonné au coran. L'absence de l'enseignement supérieur et universitaire au Maniema n'est intervenue qu'en 1993, les quelques cadres universitaires que l'on retrouve dans ces années dans ces contrées ne pouvaient qu'avoir étudié ailleurs.

A l'époque coloniale la jeunesse du maniema avait joué un rôle très déterminant dans la lutte contre le traitement inhumain des colonisateurs. Pendant la vague MULELISTE les jeunes se sont mobilisés pour soutenir ce mouvement et mettre fin au désordre instauré par les dirigeants.

La même population du maniema n'est pas restée indifférente pendant les deux dernières guerres qu'a connu notre pays. D'abord à l'époque de l'AFDL, ils se sont mobilisés pour soutenir les efforts de mettre fin à la dictature mobutiste, ensuite à la guerre du RCD ils se sont coalisés pour opposer une résistance aux rebelles en retardant leur avancées vers le KASAI par l'organisation des groupes MAI MAI, et en refusant l'invasion RWANDAISE.

C'est depuis 1999 que le maniema est en détresse à la suite des affrontements entre les forces du RCD et les MAI MAI, les conséquences sont énormes :

- les massacres des populations civiles
- les incendies volontaires des habitations
- la déscolarisation
- les blocages des passages sur des tronçons reliant des territoires
- violences sur la femme
- famines et maladies ...

## **PROVINCE DU SUD KIVU**

Le SUD KIVU est la province qui présente des graves signes de catastrophes tant

naturelles qu'artificielles, cette province est l'une des trois provinces après le découpage de 1988.

Depuis 1996 le SUD KIVU est le théâtre des massacres, des violations sans précédents des droits de l'homme.

Etant donné que cette région est la centrale de tout le malheur des ambitieux politiques son état de lieu c'est le point de convergence de la situation de la région des grands lacs en général et cela par rapport d'abord à sa position géographique et stratégique, à ses richesses, à sa population, et à son hospitalité.

Nous allons faire une description de la situation sur le plan social, économique, politique, militaire du SUD KIVU en particulier et des grands lacs en général.

## **1. Sur le plan social**

Nous assistons à toutes les formes d'exploitation de la personne humaine, l'enrôlement des enfants dans l'armée, la privation des salaires des agents de l'état et la jouissance des richesses de la province par les particuliers.

La corruption manage visiblement et cela à tous les niveaux, l'insécurité étant généralisée dans la ville comme dans les villages transformés en champs de bataille alors qu'hier ce sont les même villages qui fournissaient à la ville les denrées de première nécessité. Non seulement l'on assiste à des massacres et des tueries des débonnaires et paisibles citoyens mais aussi et surtout à des arrestations injustes et despotiques des personnes par des agents dit de l'ordre.

Le nombres des enfants de la rue ne cesse d'augmenter les enfants abandonnés à leur triste sort, ceux ci sont hypothéqués et privés de leur droit à l'éducation, à l'alimentation, à la distraction, bref de la survie comme ailleurs dans le monde.

Avec cette situation, la prostitution s'est développée en une vitesse de croisière, la prise des stupéfiants pour tenter de noyer en vain leur sort, la présence du SIDA est signalé chez la population jeune à la moyenne de 18 ans.

La population fuit sans cesse la campagne pour la recherche de la sécurité nous assistons à l'exode rural accentué.

## **2. Sur le plan économique**

- le pillage méthodique des ressources publiques, les quelques recettes dans les banques sont détournées par les autorités pour les fins que la population ignore,
- la pullulation des taxes, la paralysie du secteur économique et la flambée de prix sur le marché,
- la dollarisation des frais à tous les échelons,
- l'exploitation illicite des richesses du sous-sol,
- L'enclavement des banques et la dévaluation due au manque des mesures d'encadrement du circuit financier.

Toutes les fermes de la province ont été pillées, ce qui explique l'engouffrement du secteur agricole. Les fermes demeurent inaccessibles et inemployables car l'insécurité persiste, l'approvisionnement de la ville de Bukavu en denrée alimentaire reste insignifiant.

Les routes de desserte agricole demeurent impraticables et quasiment inexistantes à cause des guerres. La destruction des infrastructures de base ce qui est une violation des conventions relatives à la guerre.

## **3. Sur le plan politique**

Notoirement autrefois il y a eu des violations des atouts de la souveraineté nationale (changement du drapeau, plaques minéralogique, et la tendance au changement de l'hymne nationale...)

Une usurpation des compétences relevant des prérogatives du gouvernement national telles que les signatures bilatérales avec les états, la privation de la liberté de presse l'exemple de la radio MAENDELEO reste le cas le plus probant.

L'intolérance et la politisation des institutions publiques au point de rendre chaque service étatique une section du RCD / GOMA à l'instar de « olinga, olinga te oza na MPR » ce qui veut dire littéralement « vouloir ou pas l'on est membre du mouvement populaire de la révolution »

La mauvaise gouvernance due à :

- l'insatisfaction des seigneurs de guerre,
- l'immaturation politique traduite par le manque du sens du patriotisme,
- la recherche des intérêts personnels,
- la politisation de l'armée,
- le non-respect des clauses de la déclaration universelle des droits de l'homme
- le manque d'un projet de société digne de répondre aux attentes de la population à l'Est de la république démocratique du Congo.

#### **4. Sur le plan militaire**

Avouons d'abord l'occupation de l'Est de la R.D.C. par des forces militaires étrangères, du RWANDA, l'existence des forces d'autodéfense populaire des MAI MAI, la création des milices par certains individus dans la mission de pérenniser la guerre à l'Est, l'attribution des grades aux militaires sans tenir compte des aptitudes et des normes en la matière, cette pratique est une entrave à l'unification et à l'avancement du processus de paix, la privation des soldes des soldats qui est une insécurité des populations et de leurs biens, manque d'un programme de réinsertion sociale des blessés de guerre et la violence sexuelle à l'endroit des femmes et des jeunes filles.

Il ressort dans tous ceux-ci une crise multisectorielle, et c'est la jeunesse qui paie le pot cassé car c'est elle que nous retrouvons sur les champs de batailles, dans les rues à cause de la délinquance et le chômage, sous l'œil complice des dirigeants sensés protéger la population et garantir la survie de celle-ci.

De ce qui précède la jeunesse qui est destinée à faire la donne au monde future

présage un avenir très peu rassurant vu un présent très contingent et très incertain.

Les pistes de solution pour sortir de ce gouffre sont selon nous les suivantes :

- la liberté d'expression qui est un accélérateur à la véritable démocratie,
- la tolérance de l'autre,
- le pardon qui nous manque à tous les niveaux. Les autorités doivent reconnaître leurs méfaits et se déshabiller devant la population c'est - à - dire, s'accuser, dire ce qu'il devrait faire et qui n'a pas été fait, dire ce qu'ils ont fait qui ne leur a pas été demandé de faire, et enfin demander pardon à la population pour une véritable réconciliation nationale,
- le respect des droits de la personne humaine tel qu'inscrit dans la charte des nations unies ( DUDH),
- la dénonciation des ennemis de paix,
- le respect des limites des pays dans les grands lacs africains
- le rapatriement des réfugiés HUTU se trouvant encore sur le sol congolais ainsi que les combattants hutu,
- un tribunal pénal en RDC comme celui du RWANDA pour décourager les seigneurs de guerre et l'impunité,
- Dénoncer les groupes qui valorisent les armes pour accéder au pouvoir, car la ressource valorisée doit être les suffrages,
- Réclamer et défendre les valeurs positives et les droits humains en face de ceux qui les violent volontairement ou par ignorance,
- Eviter le clientélisme et le trafic d'influence dans les problèmes politiques d'intérêt national,
- Combattre les velléités séparatistes et de la partition,
- Etre à l'écoute du souverain premier et à ses aspirations.

Très chers lecteurs, l'homme congolais ne doit pas cesser d'être un homo sapiens mais il doit ajouter à cette qualité la fraternité et devenir un homo « frater », il devient en ce moment l'ouvrier de paix par sa volonté et s'en suit sa détermination et les soucis d'arriver jusqu'au bout, ces généralités que nous vous donnons sous forme de l'état de lieux dans la région des grands lacs fait partie de notre histoire. La restauration de la paix dans cette partie de l'Afrique est le devoir de nous tous, tout le

monde est responsable et doit être artiste de paix partout où il se trouve.

La paix est donc le rapport entre personnes qui ne sont pas en conflit, en querelles. Elle suppose accord, concorde, ententes, elle est le rapport calme entre les citoyens, l'absence des troubles, des violences, elle suppose la pacification, la neutralité, le respect de soi et de sa proximité, c'est un état d'une personne que rien ne vient troubler, c'est le repos, la tranquillité.

Les moteurs de développement de la RDC sont la réconciliation qui doit nécessairement passer par le pardon et la reconnaissance des conflits leurs origines et leurs résolutions, l'instauration d'un état de droit, la reconstruction par la créativité des jeunes et des anciens, la paix véritable.

Pour y arriver la population doit être solidaire et constituer un bloc soudé de revendication des droits fondamentaux, bien formé et informé.

La situation de la région des grands lacs est complexe et multidimensionnelle, ce panorama est notre contribution que nous demanderions aux autres scientifiques et activistes des droits de l'homme de pouvoir enrichir pour qu'enfin vive la paix dans cette région. Toutes les régions de la RDC n'ont pas été scrutées car la situation est presque similaire partout nous nous sommes limités aux parties les plus sensibles du pays.